

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 3 juin 2020

Été 2020 : France urbaine présente ses premières propositions en faveur de la jeunesse et des familles

La pandémie de Covid-19 a fortement impacté les territoires, sur le plan sanitaire, économique mais aussi social. A l'approche de l'Été, élus et territoires urbains se mobilisent afin d'anticiper et de concevoir les réponses les plus adaptées à la prise en charge des jeunes qui ne pourront pas partir en vacances en juillet ou en août.

L'échéance approche à grands pas et des solutions doivent être apportées dans les meilleurs délais. L'enjeu est majeur : offrir aux jeunes privés de vacances des solutions alternatives afin qu'ils puissent bénéficier d'un accompagnement sportif, culturel, ludique mais aussi pédagogique, tout en garantissant la sécurité publique.

Ainsi, France urbaine organise à son initiative, **le 9 juin 2020 de 10h à 13h, une réunion de travail en visioconférence**, avec la participation de **Catherine Vautrin**, présidente du Grand Reims, **Michel Bisson**, président de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud, **Sylvie Charrière**, députée de la Seine-Saint-Denis, et les **différents acteurs ministériels, institutionnels et associatifs**. Cette réunion a pour objectif de **recenser les attentes et initiatives territoriales** quant à la prise en charge des jeunes cet Été, **présenter les premières propositions et définir les conditions de leur mise en œuvre**.

Afin d'anticiper au mieux la période estivale, France urbaine soumet dès à présent **17 propositions** et ce, pour toutes les politiques publiques concernées (solidarités, politique de la ville, éducation, tourisme, culture, sport, sécurité...), qui ont vocation à être alimentées par les différentes parties prenantes :

1. La mise en œuvre d'une « carte famille Été 2020 » permettant de se déplacer, de se loger, de séjourner en camping, de se restaurer à 30% du prix habituel, des offres spécifiques à prix réduit ;
2. Le renforcement du dispositif des chèques vacances ;
3. L'abondement des financements de la Caisse d'allocations familiales (CAF) ;
4. L'allègement du protocole sanitaire pour les acteurs concernés ;
5. La réouverture des piscines, espaces de baignade, bases de loisirs et parcs ;
6. Le renforcement des activités « hors les murs » afin qu'elles puissent s'exporter dans les quartiers, au pied des immeubles, avec le concours des éducateurs ;
7. L'organisation de nombreux stages BAFA, au mois de juin, accessibles financièrement pour les futurs animateurs, qui s'engageront en contrepartie à encadrer au moins un mois cet Été, tout en étant rémunérés en qualité de stagiaires ;
8. La mise en œuvre d'autres formations indispensables (permis de transports en commun, entretien etc.) ;
9. Le renforcement du partenariat entre les acteurs de l'emploi et les collectivités en considération de l'urgence ;
10. L'accélération des initiatives de type « zéro chômeur » ;
11. Un financement national aux organisateurs de séjours et d'accueil de loisirs ;

12. Un fonds financier national et territorial, géré localement, permettant d'aider les familles à faire bénéficier les enfants de séjours, d'accueil, de loisirs thématiques ou apprenants, et rendant possible des partenariats culturels, éducatifs ou sportifs ;
13. Un allègement des procédures d'agrément, sous contrôle des préfetures et des territoires ;
14. La mise en place dès à présent d'un comité de pilotage national et de comités de pilotages territoriaux dont l'échelon doit être décidé localement associant l'Etat, les représentants des collectivités, les organisateurs de vacances ou de séjours, les professionnels du tourisme ;
15. Un fonds national de financement « Eté 2020 », au titre du fond de relance économique, social et écologique ;
16. La mise en place rapide et transversale de Conseils de Sécurité et de Prévention de la Délinquance dédié à l'« Eté 2020 »
17. Un soutien accru aux dispositifs de médiation sociale et au tissu associatif.

Particulièrement concernés par la situation, France urbaine et ses territoires membres, métropoles, grandes agglomérations et grandes villes, sont pleinement mobilisés pour associer leur expertise de terrain aux réflexions qui seront menées par le Gouvernement pour assurer aux jeunes un été pédagogique, ludique, culturel et sportif.

Contacts Presse

France urbaine

Benoît CORMIER

06 40 86 45 38

b.cormier@franceurbaine.org

O2P

Olivia PENICHO

06 07 08 91 47

o.penichou@o2p-conseil.com